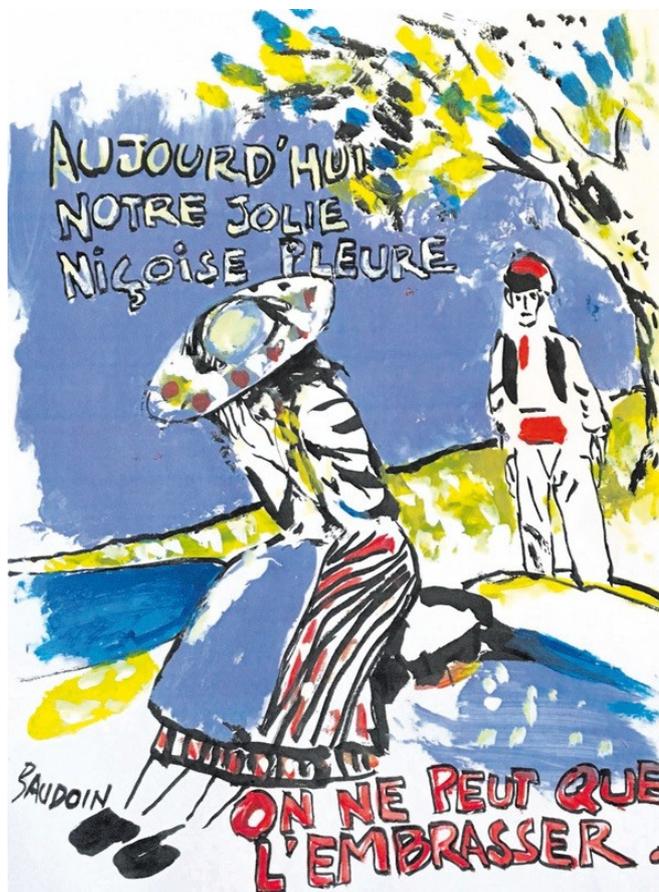


LA DIGNITE CONTRE L'HORREUR

DECLARATION DE PIERRE LAURENT, SECRETAIRE NATIONAL DU PCF



Dessin d'Edmond Baudouin

► Cinq jours après la terrible tuerie de Nice, qui a vu les vies de 84 femmes, hommes et enfants fauchées et des centaines d'autres blessées ou marquées pour toujours, notre nation reste endeuillée et profondément choquée. Cette folie terroriste aveugle a plongé le pays dans un angoissant questionnement sur les motivations du meurtrier Mohamed Lahouij-Bouhlel et sur les moyens de faire face à la terreur que cherchent à imposer de tels actes

Au chagrin s'est mêlée depuis la colère devant les polémiques et les surenchères indécentes auxquelles se sont livrés sans recul nombre de responsables politiques



►►► *déclaration de Pierre Laurent - suite*

Dès le 15 juillet, **le Parti communiste français a refusé ce manque de dignité** en appelant à la solidarité et au respect des familles endeuillées, en demandant le temps nécessaire à l'enquête et à la réflexion pour évaluer les nouvelles mesures à prendre face au palier franchi dans l'horreur. D'autres, singulièrement à droite et à l'extrême droite, ont préféré faire assaut de déclarations irresponsables et de surenchères sans fondement. Oui, nous le redisons avec force, contre la marée nauséabonde de tous les démagogues, il va falloir raisonner, penser pour pouvoir agir mieux et plus efficacement contre la menace terroriste grandissante, contre la violence criminelle qui se pare d'alibis ou de mobiles religieux ou politiques, et contre les haines et les divisions.

Le gouvernement a décidé, sans débat, de prolonger l'état d'urgence, sous la pression de la droite et de l'extrême droite qui veulent durcir encore le régime d'exception.

Or, force est de constater que **l'état d'urgence n'a pas permis d'éviter le carnage de Nice**, dans une ville que les élus de droite ont faite laboratoire de leurs expérimentations sécuritaires.

Avant d'annoncer précipitamment sa prolongation, le président de la République venait de la déclarer inutile en indiquant que les lois récemment votées après son déclenchement permettaient de prendre le relais. Le risque s'accroît donc d'une dérive répressive sans efficacité pour la sécurité de nos concitoyen-ne-s, et d'une atteinte à nos libertés publiques fondamentales.

Nos groupes parlementaires ne voteront donc pas cette prolongation.

Nous appelons en revanche à une réorientation profonde de nos politiques nationales, européennes et internationales. **La lutte contre l'action terroriste et l'insécurité du monde est inséparable de la reconstruction d'une nouvelle civilisation commune à toute l'humanité.**

Riposter à la violence terroriste et au projet politique meurtrier et dictatorial de Daesh, par la seule voie militaire, par l'engagement de notre pays dans une logique de guerre aveugle, sans stratégie politique visant le retour de la paix et de la sécurité internationale est une grave erreur. Elle alimente la propagande de Daesh sur les esprits qu'il domine.

Tous les promoteurs et artisans de la logique de « guerre des civilisations », depuis Daesh jusqu'à ceux qui prétendent la combattre sur le même terrain, entraînent notre pays et l'humanité dans une voie sans issue.

Les communistes appellent à résister à cette logique meurtrière, à faire reculer ensemble les violences, les haines et les politiques de la peur.

Nous avons, ensemble, la capacité de rejeter le terrorisme et tout ce qui le nourrit, ici en France et ailleurs dans le monde où les guerres et le chaos qu'elles entraînent lui servent de terreau pour son développement.

La France doit enfin accepter de **réviser en profondeur ses choix internationaux pour des évolutions de paix** au Proche-Orient et en Afrique. Les peuples du Proche-Orient et d'Afrique y aspirent profondément ; ce sont eux et les forces démocratiques et pacifiques que la France doit soutenir avec ardeur.

Ici **en France, il est temps de déclarer l'état d'urgence sociale** afin de stopper les politiques d'austérité (baisse des dotations aux collectivités locales, suppression de services et de personnel) et de déployer des moyens sans précédent de présence de l'État et des services publics dans tous les territoires de la République.

Sécurité de proximité, éducation, santé publique, accompagnement psychiatrique, prévention, aide psychologique, lutte contre les violences faites aux femmes, contre les trafics mafieux... sont des priorités d'une urgence absolue

C'est seulement dans ce cadre nouveau que les efforts immenses faits par les services de sécurité, de police et de gendarmerie, dont il faut saluer le dévouement, trouveront leur pleine efficacité.

Au-delà, c'est un autre avenir de développement et de solidarité, un avenir d'humanité commune, qu'il faut mettre à l'ordre du jour, en France, en Europe et dans le monde. Nous ne voulons plus de ce monde de l'argent, des concurrences et des guerres, qui nourrit tous les égoïsmes et les racismes.

Contre le déferlement de haine et de démagogie qui ouvrent aujourd'hui la voie aux populismes en tous genres et aux extrêmes droites violentes et xénophobes, les communistes œuvreront sans relâche pour que notre peuple, et toutes celles et ceux qui ont choisi la France pour y vivre, puissent débattre sereinement et démocratiquement de ces enjeux majeurs.

2017 sera pour cela une année cruciale durant laquelle nous ne laisserons pas le débat politique se rouler dans la fange.

Notre pays mérite mieux, afin de construire un dialogue avec les forces démocratiques du monde pour une humanité de paix, d'égalité et de partage.

Pierre Laurent - Paris le 19 juillet 2016